

# SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2003-2004

16 DÉCEMBRE 2003

**Proposition de loi insérant un article 51bis dans la loi du 8 juillet 1970 créant de nouveaux avantages en faveur des victimes du devoir militaire ou d'un devoir assimilé, en ce qui concerne les volontaires de guerre**

## RAPPORT

FAIT AU NOM  
DE LA COMMISSION  
DES RELATIONS EXTÉRIEURES  
ET DE LA DÉFENSE  
PAR M. **PAQUE**

# BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2003-2004

16 DECEMBER 2003

**Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 51bis in de wet van 8 juli 1970 tot instelling van nieuwe voordelen ten behoeve van de slachtoffers van de militaire plicht of van een daarmee gelijkgestelde plicht, wat betreft de oorlogsvrijwilligers**

## VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR  
DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN  
EN VOOR DE LANDSVERDEDIGING  
UITGEBRACHT  
DOOR DE HEER **PAQUE**

Composition de la commission/Samenstelling van de commissie :

### A. Membres/Leden :

SP.A-SPIRIT Patrick Hostekint, Jacques Timmermans, Lionel Vandenberghe.  
VLD Pierre Chevalier, Jean-Marie Dedecker, Jacques Devolder.  
PS Jean Cornil, Pierre Galand, Anne-Marie Lizin.  
MR Marie-Hélène Crombé-Berton, Alain Destexhe, François Roelants du Vivier.  
CD&V Sabine de Bethune, Erika Thijs.  
VLAAMS BLOK Jurgen Ceder, Frank Vanhecke.  
CDH Luc Paque.

### B. Suppléants/Plaatsvervangers :

Mimount Bousakla, Caroline Gennez, Staf Nimmegeers, Fatma Pehlivan.  
Stefaan Noreilde, Annemie Van de Casteele, Patrik Vankrunkelsven, Luc Willems.  
Jean-Marie Happart, Marie-José Laloy, Philippe Mahoux, Francis Poty, Armand De Decker, Amina Derbaki Sbaï, Marc Wilmots, Alain Zenner.  
Etienne Schouppe, Luc Van den Brande, Marc Van Peel.  
Yves Buysse, Karim Van Overmeire, Wim Verreycken.  
Christian Brotonne, René Thissen.

Voir:

### Documents du Sénat :

#### 3-24 - SE 2003 :

N° 1 : Proposition de loi de Mme Lizin.

#### 3-24 - 2003-2004 :

N°s 2 à 4 : Amendements.

Zie:

### Stukken van de Senaat :

#### 3-24 - BZ 2003 :

Nr. 1 : Wetsvoorstel van mevrouw Lizin.

#### 3-24 - 2003-2004 :

Nrs. 2 tot 4 : Amendementen.

## **1. AUDITION DE MEMBRES DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES VOLONTAIRES DE GUERRE**

### **1.1. Exposé de M. Coppieters 't Wallant, président de la Fédération nationale des volontaires de guerre**

M. Coppieters 't Wallant explique que, malgré de nombreuses années de travail, les membres de la fédération sont toujours face à une lacune concernant la reconnaissance de leur service de guerre après le 8 mai 1945.

Si la date du 8 mai 1945 marque la victoire contre les Allemands, elle ne signifie pas pour autant la fin des années de guerre. La mise sur pied de paix date de 1946. Certains volontaires de guerre se sont engagés en 1941, 42 ou 43, mais la plupart ont signé en 1944 au moment de la Libération. Ils ont été engagés pour la durée de la guerre, c'est-à-dire en fait au-delà du 8 mai. À ce moment, la guerre au Japon faisait rage. Tous les volontaires de guerre ont reçu une instruction militaire et les traitements médicaux requis pour partir en Asie. Cette période n'a jamais été reconnue alors même que les volontaires de guerre étaient les seuls à représenter l'armée belge à cette époque. En outre, si les volontaires de guerre sont restés sous les armes, c'est à la demande des autorités alliées.

La reconnaissance de cette période de service a toujours été refusée, l'administration s'en tenant strictement à la date du 8 mai. Or, c'est le retour au foyer qui est pris en compte pour calculer le temps de guerre pour les prisonniers politiques ou pour les prisonniers de guerre. Prendre en considération le temps de service au-delà du 8 mai pour les volontaires de guerre ne constituerait donc pas un précédent obligeant à modifier le traitement d'autres catégories de militaires ou résistants.

### **1.2. Exposé de M. A. Pattyn, secrétaire général de la Fédération nationale des volontaires de guerre**

M. Pattyn précise que tous les volontaires de guerre ont signé un engagement pour la durée de la guerre en général et non seulement en Europe. Ils étaient prêts à servir partout où leur présence serait requise, notamment en Extrême-Orient, pour lequel nombre d'entre eux ont reçu une instruction militaire et une préparation médicale appropriée.

Les volontaires de guerre ont conclu un contrat avec l'État belge. Or, un contrat prend fin à l'échéance convenue. L'État n'a pas respecté ses obligations car les volontaires de guerre n'ont pas pu quitter l'armée au terme de l'accord conclu, ni le 8 mai, ni le 15 août,

## **1. HOORZITTING MET LEDEN VAN DE NATIONALE FEDERATIE DER OORLOGSVRIJWILLIGERS**

### **1.1. Uiteenzetting door de heer Coppieters 't Wallant, voorzitter van de Nationale Federatie der oorlogsvrijwilligers**

De heer Coppieters 't Wallant wijst erop uit dat ondanks jarenlange werkzaamheden, de leden van de federatie nog steeds geconfronteerd worden met een gebrek aan erkenning van hun oorlogsdienst na 8 mei 1945.

8 mei 1945 is de datum van de overwinning op de Duitsers, maar is daarom nog niet de einddatum van de oorlogsjaren. Het leger is op voet van vrede sedert 1946. Sommige oorlogsvrijwilligers hebben dienst genomen in 1941, 1942 of 1943, maar de meesten tekenden bij de Bevrijding in 1944. Ze werden in dienst genomen voor de tijd dat de oorlog duurde, dat wil zeggen tot na 8 mei. De oorlog in Japan woedde toen volop. Alle oorlogsvrijwilligers kregen een militaire opleiding en de vereiste geneeskundige behandeling om naar Azië te vertrekken. Die periode werd nooit erkend, ofschoon de oorlogsvrijwilligers de enigen waren die in die tijd het Belgisch leger vertegenwoordigden. Bovendien zijn de oorlogsvrijwilligers op verzoek van de geallieerden onder de wapenen gebleven.

De erkenning van die dienstperiode werd steeds geweigerd, want de administratie hield strikt aan de datum van 8 mei vast, terwijl voor politieke gevangenen en door krijgsgevangenen de terugkeer naar huis in aanmerking wordt genomen om de oorlogstijd te berekenen. Wanneer men voor de oorlogsvrijwilligers rekening houdt met de dienstdaag na 8 mei, schept men dus geen precedent waardoor de behandeling van andere groepen van militairen of verzetslui moet worden aangepast.

### **1.2. Uiteenzetting van de heer A. Pattyn, secretaris-generaal van de Nationale Federatie der oorlogsvrijwilligers**

De heer Pattyn wijst erop dat alle oorlogsvrijwilligers een verbintenis hebben ondertekend voor de oorlogstijd zonder meer, en dus niet alleen in Europa. Ze waren bereid dienst te doen overal waar hun aanwezigheid vereist was, met name in het Verre Oosten, waarvoor een aantal onder hen een militaire opleiding en een aangepaste geneeskundige voorbereiding heeft gekregen.

De oorlogsvrijwilligers hebben een overeenkomst gesloten met de Belgische Staat. Een overeenkomst wordt beëindigd op de overeengekomen einddatum. De Staat is zijn verplichtingen niet nagekomen aangezien de oorlogsvrijwilligers, zoals de overeenkomst

ni même le 2 septembre 1945. L'armée n'a été remise sur pied de paix que beaucoup plus tard encore.

Par leur maintien sous les drapeaux au-delà du 8 mai 1945, les volontaires de guerre ont été gravement lésés dans leur carrière, dans le secteur privé comme dans le secteur public. D'autres promesses n'ont pas été tenues vis-à-vis des volontaires de guerre: ils n'ont jamais reçu la prime de démobilisation, l'indemnisation pour usage de vêtements civils personnels durant les premières semaines de service militaire, ou les bons de rééquipement de 1945.

Les volontaires de guerre revendiquent donc en priorité absolue la prolongation de la reconnaissance de la qualité de volontaire de guerre jusqu'à la date de leur démobilisation. Ceci ne représenterait qu'une petite et bien tardive compensation pour tout ce dont la Nation leur est redevable.

En France, les volontaires de guerre voient leur statut reconnu jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1946, alors qu'en Belgique il n'est reconnu que jusqu'au 8 mai 1945. M. Pattyn produit un document du 27 octobre 2003 du ministère français de la Défense, signé par le secrétaire d'État aux anciens combattants. Il s'agit d'une lettre adressée au président d'une fraternelle belge: «Vous avez bien voulu appeler notre attention sur le statut des volontaires de guerre après la fin de la seconde guerre mondiale en Europe. Je vous précise que les jeunes Français qui se sont engagés dans l'armée française après le débarquement des Alliés en Normandie ont signé un contrat d'engagement dans les conditions fixées par les dispositions du décret du 22 septembre 1939 relatif aux conditions dans lesquelles doivent être contractés des engagements pour la durée de la guerre. Les volontaires ayant signé ce contrat prenant fin avec la guerre ont été conduits à rester en service jusqu'à la date de la fin officielle des hostilités déterminée par la loi, donc au-delà du 8 mai 1945. De ce fait, ces engagés volontaires ont conservé leur statut jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1946 dans la mesure où ils étaient encore sous contrat à cette date.»

M. Pattyn cite ensuite un article de A. Henrion, paru dans l'ex-revue *Socialisme* en mai 1965: «Le 15 mai 1945, le gouvernement belge acceptait de laisser ses unités à la disposition des Britanniques pour douze mois et des Américains pour six mois, mais refusait de constituer de nouvelles unités du même type. (...) Le 28 août 1945, après la capitulation du Japon, le gouvernement belge aurait voulu démobiliser les «*Liberated Menpower Units*» mais celles-ci restèrent à la disposition du haut commandement allié jusqu'au 23 juin 1946.»

Enfin, l'orateur cite une lettre de 2001 émanant de l'Office central de la matricule: «En réponse à votre lettre du 8 mai 2001, j'ai l'honneur de porter à votre

bepaalt het leger op 8 mei, noch op 15 augustus en zelfs niet op 2 september 1945 hebben kunnen verlaten. Het leger werd slechts veel later op voet van vrede gesteld.

Omdat ze onder de wapenen zijn gebleven na 8 mei 1945, hebben de oorlogsvrijwilligers een groot nadeel geleden in hun loopbaan, zowel in de privé-sector als bij de overheid. Ook andere beloften aan de oorlogsvrijwilligers zijn in rook opgegaan: ze hebben nooit de demobilisatiepremie, de vergoeding voor het gebruik van persoonlijke burgerkleden tijdens de eerste weken van hun militaire dienst of de heruitrustingsbonnen van 1945 gekregen.

De oorlogsvrijwilligers eisen dus eerst de verlenging van de erkenning van hun hoedanigheid van oorlogsvrijwilliger tot de datum waarop ze gedemobiliseerd werden. Dat is slechts een kleine en zeer laat-tijdige compensatie voor alles wat de Natie hen verschuldigd is.

In Frankrijk is het statuut van de oorlogsvrijwilliger tot 1 juni 1946 erkend, terwijl het in België slechts tot 8 mei 1945 erkend is. De heer Pattyn legt een document over van 27 oktober 2003 van het Franse ministerie van Landsverdediging, ondertekend door de *secrétaire d'État aux anciens combattants*. Het gaat om een brief aan de voorzitter van een Belgische zustervereniging: «*Vous avez bien voulu appeler notre attention sur le statut des volontaires de guerre après la fin de la seconde guerre mondiale en Europe. Je vous précise que les jeunes Français qui se sont engagés dans l'armée française après le débarquement des Alliés en Normandie ont signé un contrat d'engagement dans les conditions fixées par les dispositions du décret du 22 septembre 1939 relatif aux conditions dans lesquelles doivent être contractés des engagements pour la durée de la guerre. Les volontaires ayant signé ce contrat prenant fin avec la guerre ont été conduits à rester en service jusqu'à la date de la fin officielle des hostilités déterminée par la loi, donc au-delà du 8 mai 1945. De ce fait, ces engagés volontaires ont conservé leur statut jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1946 dans la mesure où ils étaient encore sous contrat à cette date.*»

Vervolgens citeert de heer Pattyn een artikel van A. Henrion, dat in mei 1965 verschenen is in het inmiddels verdwenen blad «*Socialisme*»: «*Le 15 mai 1945, le gouvernement belge acceptait de laisser ses unités à la disposition des Britanniques pour douze mois et des Américains pour six mois, mais refusait de constituer de nouvelles unités du même type (...). Le 28 août 1945, après la capitulation du Japon, le gouvernement belge aurait voulu démobiliser les «Liberated Menpower Units» mais celles-ci restèrent à la disposition du haut commandement allié jusqu'au 23 juin 1946.*»

Tot slot citeert spreker uit een brief van 2001 afkomstig van de Centrale dienst van het stamboek: «*En réponse à votre lettre du 8 mai 2001, j'ai*

connaissance que, pour la période située entre le 8 mai 1945 et le 6 décembre 1945 (date de démobilisation de la personne), vous êtes toujours considéré comme volontaire de guerre, étant donné que la remise sur pied de paix n'a été signée que le 15 juin 1949.»

Ces éléments constituent des preuves que les volontaires de guerre ont gardé leur qualité jusqu'à leur démobilisation et non jusqu'au 8 mai 1945.

### **1.3. Exposé de M. M. Allard, trésorier de la Fraternelle des volontaires de guerre de la 2<sup>e</sup> Brigade d'infanterie «Yser»**

M. Allard précise d'emblée que l'estimation qu'il présente du coût qu'aurait l'adoption de la proposition de loi constitue un montant maximum. En effet, le chiffre de 10 740 volontaires de guerre encore en vie est un chiffre maximum. De plus, certains ne sont pas reconnus comme volontaires de guerre parce qu'ils n'en ont pas fait la demande auprès de l'administration à la fin des années septante. Sur 53 700 volontaires de guerre, 10 740 sont encore en vie (soit environ 20 %). Une rente de guerre correspondant à 6 mois de service de guerre, donne une allocation annuelle de 53,51 euros. Si les 10 740 volontaires de guerre peuvent bénéficier d'une rente de 53,51 euros, le coût sera de 574 697 euros.

En ce qui concerne le ticket modérateur, le nombre de volontaires de guerre concernés doit être ramené à 5 370 car 50 % d'entre eux, ayant été résistants, réfractaires ou même prisonniers politiques, bénéficient déjà de cet avantage sur la base de leurs autres statuts.

En 2002, un bénéficiaire du ticket modérateur a obtenu en moyenne un remboursement de 281 euros.

Si 5 370 volontaires de guerre obtenaient cet avantage, le montant des remboursements s'élèverait à  $5\,370 \times 281$ , soit 1 508 970 euros.

Le coût total maximum de cette proposition de loi, en supposant que tous les volontaires de guerre puissent en bénéficier, serait de  $574\,697 + 1\,508\,970$  euros = 2 083 667 euros.

## **2. DISCUSSION GÉNÉRALE**

### **2.1. Réunion du 9 décembre 2003**

M. Roelants du Vivier se dit presque gêné en découvrant le montant des dépenses qu'entraînerait l'adoption de la proposition de loi car cela représente vraiment peu au regard de ce que nous devons à ceux qui se sont portés volontaires lors de la Deuxième Guerre mondiale.

*l'honneur de porter à votre connaissance que, pour la période située entre le 8 mai 1945 et le 6 décembre 1945 (date de démobilisation de la personne), vous êtes toujours considéré comme volontaire de guerre, étant donné que la remise sur pied de paix n'a été signée que le 15 juin 1949.»*

Die gegevens bewijzen dat de oorlogsvrijwilligers hun status hebben behouden tot ze gedemobiliseerd werden en niet tot 8 mei 1945.

### **1.3. Uiteenzetting door de heer M. Allard, penningmeester van de «Fraternelle des volontaires de guerre de la 2<sup>e</sup> Brigade d'infanterie — Yser»**

De heer Allard verduidelijkt meteen dat zijn raming van de kosten voor de uitvoering van het wetsvoorstel een maximumbedrag is. Het cijfer van 10 740 nog levende oorlogsvrijwilligers is immers het maximum. Bovendien zijn sommigen niet erkend als oorlogsvrijwilligers omdat zij daartoe eind jaren 70 bij de administratie geen aanvraag hebben ingediend. Op 53 700 oorlogsvrijwilligers zijn er 10 740 nog in leven (ongeveer 20 %). Een oorlogsrente die overeenkomst met 6 maanden oorlogsdienst biedt hen een jaarlijkse toelage van 53,51 euro. Als alle 10 740 oorlogsvrijwilligers een rente van 53,51 euro genieten, zullen de kosten 574 697 euro bedragen.

Wat het remgeld betreft moet het aantal betrokken oorlogsvrijwilligers teruggebracht worden tot 5 370 omdat de helft van hen verzetslieden, werkweigeraars of zelfs politieke gevangenen geweest zijn en op grond daarvan reeds dat voordeel genieten.

In 2002 ontving een begunstigde van het remgeld een vergoeding van gemiddeld 281 euro.

Als 5 370 oorlogsvrijwilligers dat voordeel zouden genieten, zou het bedrag van de vergoedingen oplopen tot  $5\,370 \times 281$  of 1 508 970 euro.

De kosten van dit wetsvoorstel zouden, in de veronderstelling dat alle oorlogsvrijwilligers in aanmerking komen, maximum  $574\,697 + 1\,508\,970$  euro = 2 083 667 euro bedragen.

## **2. ALGEMENE BESPREKING**

### **2.1. Vergadering van 9 december 2003**

De heer Roelants du Vivier verklaart bijna in verlegenheid te zijn om het bedrag van de uitgaven die gepaard gaan met de goedkeuring van dit wetsvoorstel omdat het werkelijk gering is ten opzichte van wat wij de vrijwilligers van de Tweede Wereldoorlog verschuldigd zijn.

Au nom de son groupe, le membre soutient pleinement la proposition de loi. Il annonce en outre son intention d'introduire un amendement pour préciser que la période prise en compte s'étend jusqu'au 30 juin 1946.

Le membre aimerait en savoir plus sur les volontaires de guerre qui ne sont pas reconnus sur le plan administratif parce qu'ils n'auraient pas fait les démarches nécessaires dans les années septante.

M. Paque remercie les intervenants pour leur vibrant plaidoyer. Comme la plupart des membres de la commission, il se dit convaincu du bien-fondé de la proposition de loi à l'examen. Il est facile de comprendre que la signature de l'armistice ne signifiait pas la fin des opérations. De plus, il serait mesquin d'invoquer des difficultés budgétaires au vu des faibles montants dont il est question.

Sous la législature précédente, plusieurs propositions en faveur des victimes de guerre ont été traitées à la Chambre. À cette occasion, le membre avait soulevé la question des soldats qui avaient participé à la campagne des dix-huit jours, qui ne bénéficient pas du remboursement de certains frais. Ne pourrait-on joindre ce dossier à celui qui est examiné aujourd'hui ?

Mme Crombé-Berton partage le point de vue des deux intervenants précédents. Elle pose en outre deux questions d'ordre technique. Si une période de 6 mois de service donne droit à une allocation annuelle de 51,53 euros, y a-t-il multiplication du montant en fonction de la durée du service presté ?

Quant la loi entrera-t-elle en vigueur ? Est-il prévu de lui donner un effet rétroactif et, si oui, à partir de quand ? Un budget a-t-il été prévu pour 2004 ?

M. Allard explique que les bénéficiaires d'un statut de reconnaissance nationale reçoivent 53,51 euros par an, à condition d'avoir six mois de service complets dans le statut. Si l'intéressé a presté deux semestres, le montant est multiplié par deux. En cas de cumul de statuts, tels que résistant armé, prisonnier politique, réfractaire, on peut additionner les statuts à condition qu'il n'y ait pas chevauchement. L'Office des pensions calcule la totalité des services de guerre et le volontaire de guerre reçoit 53,51 euros multiplié par le nombre de fois six mois en faisant le total des statuts.

M. Pattyn précise que dans une lettre du 4 novembre 2003, le ministre Vande Lanotte lui écrivait : « *Het wetsvoorstel is ingediend in de Senaat en is in behandeling. Na onderzoek en eventuele goedkeuring van de commissie zal het verwerkt worden binnen de begroting.* » Il ne devrait donc pas y avoir de problème sur le plan budgétaire.

M. Schröder, administrateur de la Fédération nationale et président de fraternelle, souligne que beaucoup, comme lui-même, comptabilisent déjà des

In naam van zijn fractie steunt hij volmondig het wetsvoorstel. Hij wil bovendien een amendement indienen om de periode die in aanmerking genomen wordt, te verlengen tot 30 juni 1946.

Het lid wenst meer te weten over de oorlogsvrijwilligers die niet administratief erkend zijn omdat zij in de jaren 70 niet de nodige stappen ondernomen zouden hebben.

De heer Paque dankt de sprekers voor hun krachtig pleidooi. Zoals de meeste commissieleden is hij ervan overtuigd dat het voorliggende wetsvoorstel gegrond is. Het is niet moeilijk te begrijpen dat de ondertekening van de wapenstilstand niet meteen een einde aan de oorlogshandelingen heeft gemaakt. Bovendien zou het kleingeestig zijn budgettaire bezwaren aan te voeren voor zulke bescheiden bedragen.

Tijdens de vorige zittingsperiode werden verschillende voorstellen ten gunste van de oorlogsslachtoffers in de Kamer behandeld. Het lid had toen gewezen op de soldaten die hadden meegevochten tijdens de achttiendaagse veldtocht en van wie sommige kosten nooit terugbetaald werden. Kan dat dossier niet gevoegd worden bij het onderhavige voorstel ?

Mevrouw Crombé-Berton deelt de zienswijze van de twee vorige sprekers. Zij stelt bovendien twee vragen van technische aard. Als een periode van zes maanden dienst recht geeft op een toelage van 51,53 euro, wordt dat bedrag dan vermenigvuldigd in verhouding tot de duur van de dienst ?

Wanneer zal de wet in werking treden ? Zal ze terugwerken ? Zo ja, vanaf wanneer ? Zijn daarvoor middelen opgevoerd op de begroting van 2004 ?

De heer Allard verklaart dat personen met een statuut van nationale erkentelijkheid 53,51 euro per jaar krijgen als zij dat statuut al zes maanden voeren. Als de betrokkene het statuut al twee semesters bezit, wordt dat bedrag verdubbeld. Wanneer iemand meerdere statuten heeft — zoals lid van het gewapend verzet, politiek gevangene, werkweigeraar — mag men die statuten optellen op voorwaarde dat ze elkaar niet overlappen. De Dienst Pensioenen berekent de totale som van de oorlogsdiensten en de oorlogsvrijwilliger krijgt 53,51 euro vermenigvuldigd met het aantal semesters voor alle statuten.

De heer Pattyn verduidelijkt dat minister Vande Lanotte hem in een brief van 4 november 2003 schreef : « *Het wetsvoorstel is ingediend in de Senaat en is in behandeling. Na onderzoek en eventuele goedkeuring van de commissie zal het verwerkt worden binnen de begroting.* » Op het vlak van de begroting zou er dus geen probleem rijzen.

De heer Schröder, bestuurder van de Nationale Federatie en voorzitter van een fraternelle, benadrukt dat velen onder wie hijzelf, al semesters oorlogsdienst

semestres de service pour la résistance ou d'autres statuts. Ils sont repris dans l'estimation du nombre de volontaires de guerre bénéficiaires potentiels de la proposition de loi, mais en réalité ils ne constitueront pas une charge supplémentaire à inscrire au budget. Comme l'a dit M. Allard, les chiffres seront en dessous de l'estimation qu'il a faite.

M. Pattyn ajoute qu'on surestime toujours les chiffres concernant les bénéficiaires potentiels d'une mesure. À titre d'exemple, pour le ticket modérateur, les demandes avaient été estimées à 5 000 et il n'y en a eu en réalité que 900.

M. Paque demande si la rente n'est versée qu'au bénéficiaire ou également à la veuve de celui-ci. Il fait d'ailleurs remarquer que, vu l'âge des volontaires de guerre, le montant à inscrire au budget ne fera que diminuer.

M. Pattyn répond que la rente est accordée à la veuve du combattant à la condition que celui-ci puisse faire valoir deux semestres de service. De plus, le montant de la rente de la veuve ne représente que 40 % de la rente du combattant.

M. Allard donne l'exemple de son propre cas. Il a eu l'âge requis pour être engagé le 18 novembre 1944 et a servi jusqu'au 6 mars 1946. Comme son service n'est reconnu que jusqu'au 8 mai 1945, il lui manque une dizaine de jours pour bénéficier d'une rente de guerre. Lui-même bénéficie d'autres statuts, mais cet exemple illustre le fait que certains, qui ont accompli treize mois de service et deux mois d'attente, n'ont droit à aucune rente.

Mme Lizin souligne que le recrutement s'est fait à l'appel du ministre de la Défense nationale. La responsabilité de l'État est tout à fait claire.

M. Raets, volontaire de guerre, met l'accent sur trois éléments. D'abord, la France reconnaît le service de volontaires de guerre jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1946, alors que la Belgique fixe la date-butoir au 8 mai 1945. Deuxièmement, les miliciens ont gardé leurs droits jusqu'à la rentrée dans leur foyer, au contraire des volontaires de guerre. Enfin, l'impact financier de la mesure pour les années à venir sera de plus en plus réduit vu l'âge qu'ont déjà les volontaires de guerre aujourd'hui.

Un membre de l'Union des Fraternelles des Anciens Combattants (UFAC) ajoute que la Belgique a envoyé des troupes au Japon, même si c'était une antenne médicale constituée de troupes coloniales. C'est la preuve que la Belgique était engagée dans la guerre avec le Japon.

als lid van het verzet of in andere statuten kunnen aanrekenen. Zij worden echter nog wel meegerekend in de schatting van het aantal oorlogsvrijwilligers dat voordeel zou kunnen trekken uit dit wetsvoorstel. In werkelijkheid zullen zij dus geen bijkomende last vormen voor de begroting. Zoals de heer Allard al zei, zullen de werkelijke cijfers lager liggen dan zijn schatting.

De heer Pattyn voegt eraan toe dat men het aantal mogelijke begunstigden van een maatregel altijd overschat. Voor het remgeld verwachtte men bijvoorbeeld 5 000 aanvragen, terwijl er in werkelijkheid slechts 900 zijn gekomen.

De heer Paque vraagt of de rente alleen aan de begunstigde wordt uitgekeerd of ook aan zijn weduwe. Hij wist er bovendien op dat het bedrag dat moet worden ingeschreven in de begroting alleen maar zal dalen gezien de leeftijd van de oorlogsvrijwilligers.

De heer Pattyn antwoordt dat de rente ook wordt uitgekeerd aan de weduwe van een oudstrijder op voorwaarde dat hij twee semesters oorlogsdienst kon aantonen. De weduwe krijgt bovendien slechts 40 % van de rente van de oudstrijder.

De heer Allard licht zijn eigen situatie toe als voorbeeld. Op 18 november 1944 had hij de vereiste leeftijd om gerekruteerd te worden en hij heeft gediend tot 6 maart 1946. Omdat zijn dienst slechts erkend wordt tot 8 mei 1945 mist hij een tiental dagen om een oorlogsrente te kunnen krijgen. Zelf kan hij gelukkig op andere statuten terugvallen, maar dat voorbeeld toont aan dat bepaalde mensen die dertien maanden dienst hebben verricht en twee maanden wachtdienst, geen recht hebben op rente.

Mevrouw Lizin wijst erop dat de rekrutering heeft plaatsgevonden na een oproep van de minister van Landsverdediging. De Staat heeft hier dus een duidelijke verantwoordelijkheid.

De heer Raets, oorlogsvrijwilliger, benadrukt drie aspecten. Ten eerste erkent Frankrijk de dienst van de oorlogsvrijwilligers tot 1 juni 1946, terwijl België de uiterste datum heeft vastgesteld op 8 mei 1945. Ten tweede hebben de dienstplichtigen, in tegenstelling tot de oorlogsvrijwilligers, hun rechten behouden tot hun terugkeer naar huis. Ten slotte zal de financiële impact van de maatregel, gezien de gevorderde leeftijd van de oorlogsvrijwilligers, de komende jaren alleen maar dalen.

Een lid van de VOV (Vereniging van de oudstrijdersverbroederingen) benadrukt dat België troepen heeft gestuurd naar Japan, al was het dan een medische post samengesteld uit koloniale troepen. Dat is toch een bewijs dat België betrokken was bij de oorlog met Japan.

M. Blavier, président national de la 2<sup>e</sup> Brigade «Yser», signale par ailleurs que beaucoup d'anciens volontaires de guerre sont vraiment dans le besoin.

M. Flahaut, ministre de la Défense, déclare que depuis 1995, il a toujours veillé à établir, maintenir et encourager le dialogue avec les associations patriotiques. Il a successivement créé deux commissions chargées de l'évaluation des revendications non satisfaites des victimes de guerre. Ces commissions étaient composées de représentants des associations patriotiques, de l'administration et du cabinet du ministre.

Force est de constater qu'un avis négatif a été remis au sujet des revendications des volontaires de guerre. D'abord, la période de volontaire de guerre après la capitulation de l'Allemagne n'était pas assimilée à une période de guerre. Ensuite, les volontaires de guerre pour la période postérieure au 8 mai 1945 ont été assimilés à des miliciens et en ont obtenu les avantages.

Qu'entend-on par «période de guerre»? L'engagement signé par les volontaires de guerre portait sur la durée de la guerre. L'administration a considéré que la durée de la guerre ne visait que la guerre en Europe, assortie de la date-butoir du 8 mai 1945 à laquelle a capitulé notre principal ennemi belligérant. Si, techniquement, la Belgique était encore en conflit avec le Japon, elle n'y a toutefois jamais envoyé de troupes combattantes.

La limite de la durée de la guerre mentionnée dans les contrats d'engagement des volontaires de guerre ne peut en tout cas être prolongée au-delà du 2 septembre 1945, date à laquelle la Belgique a signé l'acte de capitulation du Japon. Les volontaires de guerre sont restés sous les drapeaux jusqu'en juin 1946 parce que l'armée est restée effectivement sur pied de guerre jusqu'en 1949.

Pour avoir une idée des implications budgétaires de la proposition de loi, l'Office des pensions a procédé à une analyse sur la base des données objectives figurant dans les dossiers des personnes concernées. Les chiffres qui ont été cités par M. Allard sont assez proches du résultat de cette analyse, mais diffèrent néanmoins, notamment dans la mesure où il n'a pas pris pas en compte les pensions des veuves. Si l'on prend en considération la période de service jusqu'au 2 septembre 1945, la mesure coûterait 920 000 euros. Si l'on étend cette période jusqu'en juin 1946, la mesure coûterait 3 000 000 euros. Ces montants n'ont en tout cas pas été prévus dans le budget 2004.

En réponse à la question d'un sénateur, le ministre précise que les intéressés devaient introduire leur demande de reconnaissance dans un statut avant une date limite fixée par le législateur et variant selon les statuts. Au-delà de cette date, il n'était plus possible d'obtenir les avantages liés au statut. En 1999, le

De heer Blavier, nationale voorzitter van de tweede Brigade IJzer, benadrukt overigens dat vele oud-oorlogsvrijwilligers echt behoeftig zijn.

De heer Flahaut, minister van Landsverdediging, verklaart dat hij sinds 1995 steeds heeft getracht de dialoog met de vaderlandslievend verenigingen op te starten, te behouden en te bevorderen. Hij heeft achtereenvolgens twee commissies belast met de evaluatie van de eisen van oorlogsslachtoffers waaraan nog niet was voldaan. Die commissies waren samengesteld uit vertegenwoordigers van de vaderlandslievend verenigingen, van de overheidsdiensten en van het kabinet van de minister.

Op te merken is dat een negatief advies werd gegeven over de eisen van de oorlogsvrijwilligers. Eerst werd de periode als oorlogsvrijwilligers na de capitulatie van Duitsland niet met een periode van oorlog gelijkgesteld. Ten tweede werden de oorlogsvrijwilligers voor de periode na 8 mei 1945 gelijkgesteld met miliciens en hebben ze daar de voordelen van genoten.

Wat betekent «periode van oorlog»? De verbintenis die de oorlogsvrijwilligers ondertekenden, gold zolang de oorlog duurde. De administratie is ervan uitgegaan dat met de duur van de oorlog alleen de oorlog in Europa werd bedoeld, met als einddatum 8 mei 1945, toen onze belangrijkste vijand capituleerde. Technisch gesproken was België nog in oorlog met Japan, maar het heeft er nooit strijdkrachten heengestuurd.

Het einde van de oorlog zoals vermeld in de dienstcontracten van de oorlogsvrijwilligers mag in geen geval na 2 september 1945 vallen, datum waarop België de capitulatie-akte van Japan ondertekende. De oorlogsvrijwilligers zijn tot juni 1946 onder de wapenen gebleven, omdat het leger tot 1949 op voet van oorlog is gebleven.

Om een idee te hebben van de budgettaire gevolgen van het wetsvoorstel, heeft de Rijksdienst voor pensioenen een analyse gemaakt op basis van de objectieve gegevens van de dossiers van de belanghebbenden. De cijfers van de heer Allard komen aardig in de buurt van het resultaat van die analyse, maar wijken er toch van af, omdat hij geen rekening heeft gehouden met de weduwepensioenen. Wanneer men van een dienstperiode tot 2 september 1945 uitgaat, kost de maatregel 920 000 euro. Breidt men die periode uit tot juni 1946, dan kost de maatregel 3 000 000 euro. Wat er ook van zij, die bedragen zijn niet in de begroting voor 2004 opgenomen.

De minister beantwoordt een vraag van een senator met de opmerking dat de belanghebbenden hun aanvraag tot erkenning in een statuut moesten indienen vóór een uiterste datum die was vastgelegd door de wetgever en die al naargelang het statuut verschilde. Na die datum was het niet meer mogelijk de voorde-

législateur a permis à nouveau d'obtenir la reconnaissance de certains statuts, mais uniquement à titre moral, sans les avantages financiers y afférents.

La question de l'effet rétroactif de la mesure devra être tranchée, tout en tenant compte de l'augmentation des coûts qu'il impliquerait.

Enfin, il y a en effet une différence entre la France et la Belgique au sujet de la reconnaissance des volontaires de guerre. S'il n'y a pas d'explication précise de cette différence, il est clair aussi que la situation des deux pays après la guerre n'était pas la même. La France est restée en guerre jusqu'en 1954 avec la guerre d'Indochine où elle a envoyé des troupes de volontaires.

M. Pattyn objecte que les volontaires de guerre sont discriminés par rapport à beaucoup d'autres catégories de combattants pour lesquelles on prend en considération une date postérieure au 8 mai ou au 2 septembre 1945.

M. Grasset, président de la 5<sup>e</sup> Brigade, souligne encore que les volontaires de guerre ont été maintenus sous les drapeaux après le 8 mai 1945 à cause d'un accord passé par le gouvernement Pierlot-Spaak à Londres pour parer au risque de guerre avec l'URSS. Le ministre a déclaré que les volontaires de guerre avaient été considérés comme des miliciens pour cette période, mais les volontaires de guerre n'ont bénéficié d'aucun des avantages de ceux-ci.

M. Roelants du Vivier note que la réponse de M. Flahaut au sujet de l'absence de moyens prévus dans le budget 2004 contredit ce que M. Vande Lanotte, ministre du Budget, a écrit dans la lettre citée précédemment.

Qu'entend le ministre de la Défense par «être techniquement en guerre» avec le Japon?

Enfin, dans l'intention de l'auteur de la proposition de loi, les avantages doivent être octroyés aux volontaires de guerre jusqu'à la date de leur démobilisation. Il n'y a donc pas lieu de s'interroger sur ce qu'il faut entendre par la fin de la guerre.

Dans les développements de la proposition de loi, M. Paque lit que «Les volontaires de guerre n'ont été libérés ni le 8 mai ni le 31 août (...)». C'est l'État qui a appelé les volontaires de guerre, puis qui a décidé de leur démobilisation. Même si le contrat était censé prendre fin avec la fin de la guerre, il s'est prolongé au-delà. Chacune des parties doit donc remplir ses obligations.

Le sénateur insiste pour que les moyens soient inscrits au budget 2004 car le législateur a déjà trop tardé.

len van het statuut te verkrijgen. In 1999 heeft de wetgever opnieuw toegestaan dat bepaalde statuten erkend werden, maar dan alleen als eretitel, zonder de bijhorende financiële voordelen.

Over het probleem van de terugwerkende kracht van de maatregel moet er een beslissing komen, rekening houdend met de meerkosten ervan.

Ten slotte is er een verschil tussen Frankrijk en België in verband met de erkenning van de oorlogsvrijwilligers. Er is geen precieze uitleg voor dat verschil, maar het is tevens duidelijk dat de toestand van beide landen na de oorlog niet dezelfde was. Frankrijk is tot 1954 in oorlog gebleven, met de oorlog in Indochina, waarheen het vrijwilligers had gestuurd.

De heer Pattyn oppert het bezwaar dat de oorlogsvrijwilligers gediscrimineerd worden in vergelijking met heet wat andere oudstrijdersgroepen, waarvoor men een datum na 8 mei of 2 september 1945 in aanmerking neemt.

De heer Grasset, voorzitter van de 5e Brigade, onderstreept nog dat de oorlogsvrijwilligers na 8 mei 1945 onder de wapenen werden gehouden wegens een akkoord dat de regering Pierlot-Spaak in Londen had gesloten om het risico op een oorlog met de USSR op te vangen. De minister heeft verklaard dat de oorlogsvrijwilligers voor die periode als miliciens werden beschouwd, maar de oorlogsvrijwilligers hebben niet één van de voordelen van de miliciens genoten.

De heer Roelants du Vivier noteert dat het antwoord van de heer Flahaut over het uitblijven van middelen op de begroting 2004 in strijd is met wat de heer Vande Lanotte, minister van Begroting, in de eerder vermelde brief heeft geschreven.

Wat bedoelt de minister van Landsverdediging met «technisch in oorlog zijn» met Japan?

Tot slot ligt het in de bedoeling van de indiener van het wetsvoorstel dat de voordelen aan de oorlogsvrijwilligers worden toegekend tot de datum van hun demobilisatie. De vraag wat wordt bedoeld met het einde van de oorlog, is dus overbodig.

In de toelichting bij het wetsvoorstel leest de heer Paque: «De oorlogsvrijwilligers werden noch op 8 mei, noch op 31 augustus ontslagen (...)». Het is de Staat die de oorlogsvrijwilligers heeft opgeroepen en vervolgens beslist heeft ze te demobiliseren. Zelfs wanneer men veronderstelde dat de overeenkomst beëindigd werd met het einde van de oorlog, liep ze daarna nog door. Beide partijen moeten dus hun verplichtingen nakomen.

De senator dringt erop aan dat de middelen in de begroting 2004 worden opgenomen. De wetgever heeft de zaak immers reeds te lang laten aanslepen.

M. Timmermans soutient la proposition de loi et ajoute qu'il faut un traitement équitable par rapport aux autres catégories. Pour cette raison, il faudrait savoir si le ministre Vande Lanotte visait dans sa lettre la possibilité d'inscrire les moyens budgétaires correspondant au maximum prévu.

Mme Lizin conclut qu'il faut arriver à un accord, à tout le moins sur la date du 2 septembre 1945, mais elle-même estime que le service des volontaires de guerre doit être pris en compte jusqu'au mois de juin 1946.

## 2.2. Réunion du 16 décembre 2003

Mme Lizin, présidente, formule la proposition suivante résultant d'une concertation avec M. Flahaut, ministre de la Défense nationale, et M. Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre du Budget et des Entreprises publiques : le service des volontaires de guerre serait dans un premier temps pris en compte jusqu'au 2 septembre 1945 et la date d'entrée en vigueur de la loi serait fixée par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

M. Flahaut, ministre de la Défense nationale, rappelle qu'il accueille favorablement la demande des volontaires de guerre. Le problème posé par la proposition de loi est budgétaire et non idéologique. C'est pourquoi il est normal de renvoyer le dossier au Conseil des ministres pour fixer la date d'entrée en vigueur de la mesure en fonction des moyens financiers dégagés. De plus, la date du 2 septembre 1945 constitue une étape. Une fois les conditions remplies pour cette étape, on pourra envisager d'étendre l'application de la mesure jusqu'au mois de juin 1946.

### III. DISCUSSION ET VOTE DES ARTICLES

#### Article 1<sup>er</sup>

L'article 1<sup>er</sup> est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

#### Article 2

M. Roelants du Vivier et Mme Crombé-Berton déposent un amendement n° 1 visant à préciser que la période de service des volontaires de guerre à prendre en considération s'étend jusqu'au 30 juin 1946 (doc. Sénat, n° 3-24/2).

M. Roelants du Vivier déclare qu'il est prêt à accepter la proposition du gouvernement fixant la date au

De heer Timmermans steunt het wetsvoorstel en voegt eraan toe dat een billijke behandeling in vergelijking met de andere groepen vereist is. Daarom dient men te weten of minister Vande Lanotte het in zijn brief had over de mogelijkheid om de begrotingsmiddelen ten belope van het vooropgestelde maximum op te nemen.

Mevrouw Lizin besluit dat men het minstens over de datum van 2 september 1945 eens moet worden, maar meent zelf dat de dienst van de oorlogsvrijwilligers tot juni 1946 in aanmerking moet komen.

## 2.2. Vergadering van 16 december 2003

Mevrouw Lizin, voorzitter, formuleert als resultaat van overleg met de heer Flahaut, minister van Landsverdediging, en met de heer Vande Lanotte, vice-eerste minister en minister van Begroting en Overheidsbedrijven, het volgende voorstel: met de dienst voor oorlogsvrijwilligers wordt in eerste instantie rekening gehouden tot 2 september 1945 en de datum van inwerkingtreding van de wet wordt bepaald in een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

De heer Flahaut, minister van Landsverdediging, wijst er nogmaals op dat hij het verzoek van de oorlogsvrijwilligers gunstig gezind is. Het probleem met het wetsvoorstel is niet van ideologische, maar van budgettaire aard. Het is dan ook logisch het dossier terug te sturen naar de Ministerraad, zodat daar een datum kan worden bepaald waarop de maatregel in werking kan treden, rekening houdend met de vrijgemaakte financiële middelen. Bovendien is 2 september 1945 slechts een eerste stap. Wanneer aan de voorwaarden voor die stap wordt voldaan, kan worden overwogen de maatregel uit te breiden naar juni 1946.

### III. BESPREKING EN STEMMING VAN DE ARTIKELEN

#### Artikel 1

Artikel 1 wordt aangenomen met eenparigheid van de 10 aanwezige leden.

#### Artikel 2

De heer Roelants du Vivier en mevrouw Crombé-Berton dienen amendement nr. 1 in dat ertoe strekt te verduidelijken dat de dienstperiode voor oorlogsvrijwilligers waarmee rekening wordt gehouden, loopt tot 30 juni 1946 (stuk Senaat, nr. 3-24/2).

De heer Roelants du Vivier zegt het regeringsvoorstel om 2 september 1945 als datum te hanteren, te

2 septembre 1945 dans la mesure où il comprend qu'elle est dictée par des impératifs budgétaires. Toutefois, il n'est pas question de remettre en cause l'idéologie de la proposition. La fixation de cette date intermédiaire doit avoir pour but de permettre une évaluation du coût de la mesure, de manière à ce que le gouvernement puisse reconsidérer cette date dès qu'il disposera de chiffres précis. Il est clair, dès lors, que si le coût de la mesure se révèle inférieur à ce qu'on avait prévu, l'étape suivante pourra être envisagée rapidement. Le sénateur demande à ce que la commission des Relations extérieures et de la Défense soit tenue au courant du suivi du dossier. À ces conditions, il accepte de retirer son amendement.

Mme de Bethune et M. Paque déposent un amendement n° 6 reprenant le contenu de l'amendement n° 1 (doc. Sénat, n° 3-24/4).

M. Paque estime que la proposition faite après concertation avec le ministre est un très net recul par rapport aux intentions initiales de la commission. L'évaluation du coût de la mesure peut déjà être faite. Pourquoi faut-il prévoir une étape intermédiaire? Pourquoi ne recueille-t-on pas l'avis de M. Vande Lanotte, ministre du Budget? Il est urgent de répondre à la demande des volontaires de guerre dont le nombre ne cesse malheureusement de diminuer. C'est la raison pour laquelle il dépose, avec Mme de Bethune, un amendement n° 6 identique à celui qui vient d'être retiré par M. Roelants du Vivier.

Mme de Bethune ajoute que les représentants du groupe MR avaient déposé deux amendements qui allaient tout à fait dans le sens de ce que souhaitait le CD&V. Puisque ces amendements sont retirés, Mme de Bethune prend l'initiative de les redéposer.

Mme Lizin répond que M. Vande Lanotte, ministre du Budget a été consulté et qu'il s'est engagé à trouver le plus rapidement possible les moyens nécessaires à la mise en œuvre de la proposition de loi.

Le ministre de la Défense explique que l'administration a procédé à une évaluation du coût de la mesure sur base d'extrapolations. Or, le résultat n'est pas une somme insignifiante, ce qui explique la difficulté au niveau du budget. En outre, la proposition de loi est traitée au moment même où le budget 2004 est adopté. Il est difficile de faire entrer immédiatement en vigueur une mesure dont le coût pour 2004 n'a pas été pris en compte dans le budget. Vu ces circonstances, l'introduction d'une phase intermédiaire et le renvoi au Roi pour fixer l'entrée en vigueur constitue une solution cohérente et une avancée concrète dans le dossier.

M. Paque rétorque que la proposition de loi à l'examen a été déposée le 3 juillet 2003 et qu'elle reprenait une proposition déposée le 9 avril. Des

willen aanvaarden omdat hij begrijpt dat het is ingegeven door budgettaire voorschriften. De ideologie van het voorstel mag echter niet op de helling worden gezet. Deze overgangsdatum moet bedoeld zijn om de kostprijs van de maatregel te kunnen evalueren, zodat de regering kan overwegen de datum te wijzigen zodra zij over precieze cijfers beschikt. Als de maatregel dan minder blijkt te kosten dan gepland, kan de volgende stap erg snel worden overwogen. De senator vraagt dat de commissie voor Buitenlandse Betrekkingen en Defensie op de hoogte wordt gehouden van het verloop van het dossier. Op die voorwaarden is hij bereid zijn amendement in te trekken.

Mevrouw de Bethune en de heer Paque dienen amendement nr. 6 in dat de inhoud van amendement nr. 1 overneemt (stuk Senaat, nr. 3-24/4).

Volgens de heer Paque vormt het na overleg met de minister uitgewerkte voorstel een duidelijke achteruitgang in vergelijking met de oorspronkelijke bedoelingen van de commissie. De kostprijs van de maatregel kan al geëvalueerd worden. Waarom is een tussenstap nodig? Waarom wordt het advies van de heer Vande Lanotte, minister van Begroting, niet gevraagd? Het verzoek van de oorlogsvrijwilligers, die jammer genoeg almaar minder talrijk zijn, moet dringend worden ingewilligd. Daarom dient spreker, samen met mevrouw de Bethune, amendement nr. 6 in dat hetzelfde is als het amendement dat de heer Roelants du Vivier zonet heeft ingetrokken.

Mevrouw de Bethune voegt eraan toe dat de vertegenwoordigers van de MR-fractie twee amendementen hadden ingediend die volledig strookten met wat de CD&V terzake wenst. Aangezien deze amendementen zijn ingetrokken, dient mevrouw de Bethune ze opnieuw in.

Mevrouw Lizin antwoordt dat de heer Vande Lanotte, minister van Begroting, hierover is geraadpleegd en zich ertoe verbonden heeft zo spoedig mogelijk de middelen te vinden die nodig zijn voor de toepassing van het wetsvoorstel.

De minister van Landsverdediging legt uit dat de overheid de kostprijs van de maatregel heeft geëvalueerd op basis van extrapolaties. Het resultaat is een niet onaanzienlijk bedrag, vandaar de begrotingsproblemen. Bovendien wordt het wetsontwerp behandeld nadat de begroting 2004 al is goedgekeurd. Een maatregel waarvan de kostprijs voor 2004 niet is opgenomen in de begroting, kan erg moeilijk meteen in werking treden. Gezien de omstandigheden lijkt een overgangsfase, gecombineerd met terugzending aan de Koning om de inwerkingtreding te bepalen, de beste oplossing om vooruitgang te boeken in het dossier.

De heer Paque werpt tegen dat dit voorstel reeds op 3 juli 2003 werd ingediend en een voorstel herneemt dat reeds op 9 april werd ingediend. Op dat ogenblik

contacts préalables avec le cabinet du ministre avaient déjà été pris à ce moment.

L'amendement n° 6 est rejeté par 5 voix contre 2 et 3 abstentions.

M. Timmermans dépose un amendement n° 3 visant à remplacer, à l'article 51*bis* proposé, la date de juin 1946 par celle du 2 septembre 1945 (doc. Sénat, n° 3-24/3).

L'amendement n° 3 est adopté par 8 voix et 2 abstentions.

#### Article 3 (nouveau)

Mme Crombé-Berton dépose un amendement n° 2 insérant dans la proposition de loi un article 3 (nouveau) visant à fixer l'entrée en vigueur de la loi au 1<sup>er</sup> janvier 2004 (doc. Sénat, n° 3-24/2).

L'auteur de l'amendement accepte la proposition de laisser le Roi fixer l'entrée en vigueur de la loi, à la condition que cette date ne soit pas trop postposée dans le temps. À cette condition, Mme Crombé-Berton retire son amendement.

Mme de Bethune et M. Paque déposent un amendement n° 7 reprenant le contenu de l'amendement n° 2 (doc. Sénat, n° 3-24/4).

Mme de Bethune et M. Paque renvoient à leurs explications concernant l'amendement n° 6.

L'amendement n° 7 est rejeté par 5 voix contre 2 et 3 abstentions.

Mme Lizin dépose un amendement n° 4 insérant un article 3 (nouveau) habilitant le Roi à fixer les modalités et la date de mise en œuvre de la loi, dans les meilleurs délais (doc. Sénat, n° 3-24/3).

L'amendement n° 4 est adopté par 8 voix et 2 abstentions.

Mme Lizin dépose un amendement n° 5 visant à préciser dans les développements de la proposition de loi que la période allant du 8 mai 1945 à septembre 1945 permettra une évaluation des coûts réels de la loi (doc. Sénat, n° 3-24/3).

L'amendement est déclaré irrecevable car il porte sur les développements.

Les membres conviennent de souligner particulièrement dans le rapport que l'application de la mesure jusqu'en septembre 1945 a pour but d'évaluer son coût réel avant de l'étendre davantage.

waren er reeds voorbereidende contacten met het kabinet van de minister.

Amendement nr. 6 wordt verworpen met 5 tegen 2 stemmen bij 3 onthoudingen.

De heer Timmermans dient amendement nr. 3 in, dat ertoe strekt in het voorgestelde artikel 15*bis*, de datum van juni 1946 te vervangen door 2 september 1945 (stuk Senaat, nr. 3-24/3).

Amendement nr. 3 wordt aangenomen met 8 stemmen bij 2 onthoudingen.

#### Artikel 3 (nieuw)

Mevrouw Crombé-Berton dient amendement nr. 2 in dat ertoe strekt een nieuw artikel 3 in te voegen dat bepaalt dat de wet in werking treedt op 1 januari 2004 (stuk Senaat, nr. 3-24/2).

De indiener van het amendement aanvaardt dat de Koning de datum van inwerkingtreding van de wet bepaalt, op voorwaarde dat die datum in een niet te verre toekomst ligt. Op die voorwaarde trekt mevrouw Crombé-Berton haar amendement in.

Mevrouw de Bethune en de heer Paque dienen amendement nr. 7 in dat de inhoud van amendement nr. 2 overneemt (stuk Senaat, nr. 3-24/4).

Mevrouw de Bethune verwijst naar de verantwoording bij het amendement nr. 6.

Amendement nr. 7 wordt verworpen met 5 tegen 2 stemmen bij 3 onthoudingen.

Mevrouw Lizin dient amendement nr. 4 in dat ertoe strekt een nieuw artikel 3 in te voegen dat de Koning machtigt de uitvoeringsbepalingen en de datum voor inwerkingtreding van de wet vast te leggen binnen een zo kort mogelijke termijn (stuk Senaat, nr. 3-24/3).

Amendement nr. 4 wordt aangenomen met 8 stemmen bij 2 onthoudingen.

Mevrouw Lizin stelt bij amendement nr. 5 voor in de toelichting van het voorstel te vermelden dat de reële kosten die deze wet meebrengt, geraamd kunnen worden met de periode van 8 mei 1945 tot september 1945 (stuk Senaat, nr. 3-24/3).

Omdat het amendement op de toelichting slaat wordt het niet-ontvankelijk verklaard.

De leden gaan akkoord om er in het verslag duidelijk op te wijzen dat de uitvoering van die maatregel tot in september 1945 tot doel heeft de werkelijke kostprijs ervan te ramen alvorens te beslissen heen te verhuizen.

**IV. VOTES SUR L'ENSEMBLE**

L'ensemble de la proposition de loi ainsi amendée est adoptée à l'unanimité des 10 membres présents.

Confiance a été faite au rapporteur pour la rédaction du présent rapport.

*Le rapporteur,*

Luc PAQUE.

*La présidente,*

Anne-Marie LIZIN.

**IV. STEMMING OVER HET GEHEEL**

Het aldus geamendeerde wetsvoorstel in zijn geheel wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Vertrouwen werd geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van dit verslag.

*De rapporteur,*

Luc PAQUE.

*De voorzitter,*

Anne-Marie LIZIN.